



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
15 juin 2022

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

POUR CONTRER MACRON, IL FAUDRA BIEN PLUS QU'UNE SIMPLE BAFFE ÉLECTORALE !

Cela devait n'être qu'une formalité, patatras : la machine électorale de Macron s'enraye ! Il risque fort de ne pas avoir de majorité à l'Assemblée nationale. L'écart entre la coalition présidentielle (« Ensemble ») et celle de la gauche (Nupes) a l'épaisseur d'un trait : près de 20 000 voix. Une baffé tout de même pour ce président qui s'était fait une fierté de choisir chacun des 577 candidats : voir, par exemple, un Blanquer l'ancien ministre de l'Éducation haï des profs et des élèves, pleurnicher, cela fait du bien ! Et l'on se réjouit aussi de voir Zemmour la haine disparaître des plateaux électoraux. Mais ensuite ?

Une crise sociale, et une colère silencieuse

On comprend bien sûr les électeurs qui ont voulu sanctionner la présidence des riches au premier tour et bientôt au second. Mais les gestes électoraux ne sont que de simples gestes, même s'ils sont de gauche.

L'abstention populaire reste la première forme de protestation politique face à la misère croissante : un silence, une colère rentrée bien plus qu'une indifférence aux problèmes sociaux. Car il y a un paradoxe : la gauche gouvernementale revient en force au moment où les milieux populaires s'abstiennent pour une large part et que la question sociale devient omniprésente.

Macron, lui, parraine les candidats de la petite minorité des riches, des guerres, de la pollution, du fric. Et Le Pen ? Dès qu'on parle des vrais problèmes, elle est aux abonnés absents. C'est bien normal : on ne résout pas les problèmes de l'inflation, de la pauvreté, du chômage, des hôpitaux, des pensions des anciens avec du racisme.

La gauche est-elle une solution ?

La Nupes présentait un programme se disant de gauche et était parfois représentée par des personnes dans lesquelles nous nous reconnaissons. Comme ce boulanger qui a fait une grève de la faim pour garder son apprenti qui n'avait pas les bons papiers ou cette femme de ménage qui a mené une longue grève victorieuse contre une chaîne d'hôtels.

Bien des électeurs, par ailleurs sans illusions sur les promesses de la Nupes, ont surtout cherché à bloquer Macron et repousser la réforme des retraites. Sauf que Mélenchon et les appareils de cette gauche dite écologiste mais mal recyclée défendent la cohabi-

tation gouvernementale avec le président des riches. Une façon de défendre la cohabitation des riches et des pauvres, des responsables de la misère sociale et de leurs victimes. Le même Mélenchon vantait il n'y a pas longtemps le vote qui « éviterait des kilomètres de manifestations ». Et, en pleine guerre en Ukraine et de saccage colonial en Afrique, il assure qu'avec lui Premier ministre, « La France parlerait d'une seule voix », s'alignant par avance sur celle de Macron. On croirait... la gauche bien moisie du passé.

La semaine du doute et un avenir de luttes

La machine Macron est grippée. Le président n'est même pas capable de répondre à une lycéenne qui lui demande « Pourquoi garder au gouvernement des ministres accusés de viol ? » – mais sait lui envoyer deux gendarmes dans son lycée pour l'interroger ! Même la gestion d'une finale de la Ligue des champions est difficile pour cette équipe de fiers-à-bras pour qui solution rime avec répression.

Cette machine politicienne, même avec une majorité relative, poursuivra sa cruelle besogne. Certains voudront bloquer en votant contre Macron. On peut les comprendre, mais c'est loin d'être à la hauteur de la régression sociale qui se prépare ouvertement. Pour cela il faudra aller au-delà des combines parlementaires. Il s'agira d'abord de casser la morosité sur les lieux de travail, d'appuyer les colères et la solidarité à la base. C'est ensuite refuser de payer la note de leur crise. Il faut passer de l'illusoire blocage électoral au véritable blocage social par la lutte, pour se faire respecter, pour imposer la justice sociale, faire reculer les riches et en finir avec leur monde qui ne cesse de pourrir.

Le samedi, ça ne dit lui dit plus...

À peine annoncés, des samedis travaillés sautent ici et là les uns après les autres.

Tant mieux ! Car même quand on aime son boulot, ce n'est pas au point de lui préférer les amis ou la famille – qui sont en général plus disponibles le week-end qu'en semaine. Par contre, il ne faudra pas s'étonner qu'il n'y ait pas de volontaires si les séances réapparaissent au dernier moment sur le tableau de travail...

Ça va encore chauffer...

La météo de la fin de semaine risque d'être torride. Et – on révèle peut-être un scoop à nos chefs trop occupés à tenter de deviner combien de pièces produire dans les prochaines semaines – la météo de la fin de siècle, c'est pareil.

Alors il n'est pas trop tard pour adapter les conditions de travail : des pauses plus régulières, de quoi s'hydrater, et – rêvons un peu – de quoi faire baisser la température dans les ateliers...

Accord d'intéressement... pour la direction

La direction du groupe est en train de concocter un nouvel accord d'intéressement 2022 avec un nouveau mode de calcul. L'objectif sera bien sûr de nous voler, de continuer à masquer nos microscopiques augmentations de salaires et d'en exclure nos collègues intérimaires.

On connaît la chanson : avec l'ancien accord, pour 2021 on a touché 3 600 € pour 100 % de temps de présence. Les salariés américains de Stellantis eux ont touché 13 000 €. Mais, même pour eux, ça reste peu à côté des 13,4 milliards de profits de Stellantis. Notre PDG, qui gagne 66 millions par an, privilégie ses amis actionnaires : l'inflation nous presse, il est urgent de le forcer à augmenter les salaires.

Offre spécial-arnaque

Pour les 1 000 premiers salariés qui quitteront le groupe PSA, la direction offre 5 mois de salaires supplémentaires en prime de départ. Est-ce qu'elle donne un mars ou un baril de lessive avec ?

On a un CDI, c'est très précieux par les temps qui courent, on veut le garder. On n'est pas intéressé pour le brader.

Ayez confiance, la direction va s'occuper de vous

La direction de Renault tient un double discours sur l'arrêt définitif en 2023 de la production de véhicules à l'usine de Flins (3 000 salariés). D'un côté elle dit qu'il y a aura du travail pour tous dans le développement de l'activité de reconditionnement, et en même temps elle met la pression pour faire démis-

sionner. En réalité dans l'avenir immédiat il n'y aura pas plus de 1 000 postes dans cette usine.

Sa dernière idée est de prêter les salariés à d'autres entreprises (dont PSA, Bonduelle, Coca-Cola ou Arcelor-Mittal...). Renault Flins deviendrait une sorte de « boîte d'intérim de CDI ». Pour éviter la catastrophe, les travailleurs de Renault Flins devront se mobiliser contre leur direction pour maintenir leurs salaires et leurs emplois dans de bonnes conditions.

Grève dans le nettoyage : seule la lutte PEI !

Les salariés de PEI, sous-traitant de nettoyage au Technocentre Renault de Guyancourt (78), ont fini par faire plier les patrons. Mobilisés contre le chômage partiel imposé et des suppressions de postes arbitraires, les 80 grévistes (sur 120 salariés) ont tenu bon face aux pressions de leur direction, de Renault, des flics et des petits chefs violents.

Après cinq semaines de grève, ils ont obtenu satisfaction : la fin du chômage partiel, le paiement des jours de grève, un plan de départ volontaire avec des indemnités supra-légales. De quoi motiver les collègues de Renault et des autres sous-traitants : la grève, ça paie !

Le capitalisme nous mène dans le mur, les riches insistent pour y aller en super-car

Le Parlement européen a exempté la filière automobile de luxe de l'interdiction de la vente des voitures thermiques d'ici à 2035. Les Ferrari, Lamborghini, Maserati, Rolls-Royce ou Bentley à essence pourront continuer à se vendre.

La transition écologique se fera donc sur le dos des pauvres et à leurs frais : en tant qu'acheteurs et en tant que contribuables. Ceux-ci achèteront des modèles électriques, très chers eux aussi, avec une autonomie qui limite leur usage de l'aveu même de Tavares (Lobbyiste en chef de PSA-Stellantis), pendant que les patrons de l'automobile se feront rincer à coup de subventions, à la production comme à la vente.

Et il faudrait leur dire merci ?

Stellantis pris la main dans le sac

Stellantis vient de plaider coupable aux États-Unis dans l'affaire dit du « Dieselgate ». Le groupe a vendu 100 000 voitures dont les tests ont été programmés pour tromper la réglementation en matière d'émission de CO₂. Il va payer 300 millions d'euros pour éviter des poursuites et des amendes probablement bien plus élevées, tout en promettant de respecter la loi américaine sur les émissions.

C'est ça être un grand groupe responsable : tromper la législation, mettre en danger la population mais s'en tirer avec un chèque d'à peine 2 % des bénéfices et une vague promesse de ne plus recommencer.